TR 157

AU DÉPART, BEAUCOUP L'ONT TROUVÉ DISTRAYANT et bien peu l'ont pris au sérieux. Tous ceux-là ont ensuite guetté sa perte. Inéluctable et proche, selon eux. Puis est arrivé le moment où il a bien fallu se rendre à l'évidence. « Le » Donald, comme l'appellent les Américains, a sa chance. Il ne fait plus rire du tout. Il semble, en ce début d'année 2016, capable de remporter l'investiture républicaine et donc, pourquoi pas, l'élection présidentielle…

Tout a été écrit sur Donald Trump. On sait qu'il a fait fortune mais qu'il n'est pas parti de rien, comme il aime à le laisser croire ; qu'il a en fait hérité de l'empire immobilier de son père. On sait que ses affaires, certes importantes, ne sont pas aussi prospères qu'il le prétend. On ne sait plus si ses cheveux sont vrais ou faux. Le bon sens voudrait qu'il s'agisse d'une perruque mais il fait monter sur scène pour vérifier, à chaque meeting, des admiratrices qui jurent qu'ils sont authentiques. Alors, allez savoir… Ce qui est certain en revanche, c'est qu'il dit fréquemment des énormités et qu'il insulte régulièrement des pans entiers de la société, les femmes ou les Latinos et plus récemment, les musulmans.

Ce qui est acquis aussi, c'est qu'il plaît. Et c'est cela l'important. Donald Trump parle à l'Amérique. Pas à toute l'Amérique bien sûr, mais ils sont très nombreux à se reconnaître en lui, à le prendre au sérieux, et cela nous dit quelque chose de l'état du pays.

Trump n'est pas un politicien. C'est la première fois qu'il se présente à une élection. L'Amérique, certes, a déjà élu un acteur. Ronald Reagan. Mais il avait auparavant été gouverneur de Californie et avait, avant cela encore, dirigé le syndicat des acteurs, témoignant par là d'un intérêt véritable pour l'action publique.

Trump, lui, n'a jamais occupé la moindre fonction élective. Avec beaucoup d'intelligence, il campe l'homme ordinaire lassé des joutes politiciennes et de l'impuissance de Washington. Trump, c'est l'Amérique qui déteste la politique. Pire, qui la méprise. Il faut voir avec quelle morgue il fixe ses challengers républicains lors des débats. Dans son regard, on sent que Jeb Bush ou Ted Cruz ne pèsent pas lourd et, pour tout dire, qu'ils ne valent pas grand-chose. La moitié de l'Amérique exulte. Elle aimerait, comme lui, pouvoir dire en face à Jeb Bush qu'il est un peu mou. Elle voudrait tant river leur clou à tous ces sénateurs endimanchés.

Avec cette propension un peu dérisoire a tout ramener à l'Hexagone, bon nombre d'observateurs français ont voulu voir en Trump un Le Pen américain. Mais Trump n'est pas cela. Il incarne avant tout l'homme de la rue fatigué de voir son pays en difficulté. Il redonne du courage aux victimes des deux guerres, celles d'Irak et d'Afghanistan, et de la grande récession. Trump, ce n'est pas le parti de la peur et du repli sur soi. Trump, c'est le rêve américain ressuscité, du moins veut-il le faire croire. C'est une ode à l'esprit d'entreprise et de conquête. C'est un plaidoyer pour le risque. Trump ne s'adresse pas à ses concitoyens en retraite à 60 ans. Bien au contraire. Et pour bien faire passer le message, il ne cesse de vanter sa réussite personnelle et de mettre en avant sa fortune. Il faut le voir descendre de son hélicoptère ou de son Boeing privé, son nom inscrit en lettres d'or sur la carlingue de l'appareil. Dans quel autre pays un « populiste » pourrait-il se prévaloir d'aimer autant l'argent ?

Trump secoue le pays. Il abolit le politiquement correct qui étouffe l'Amérique depuis des décennies, et cela plaît. Il supprime les intermédiaires, tous ces *middle men* qui cisèlent les discours des candidats, pèsent au trébuchet ce qu'il faut dire et penser et aseptisent la parole politique au point qu'elle devient inaudible. Avec Trump, pas de spécialiste des sondages, d'apparatchiks, de porte-parole. Trump, le super communicant, parle directement aux gens et emploie des mots qu'ils croyaient perdus. Trump appelle un Latino un Latino et son public adore. Et n'allez pas croire qu'il est ringard. Trump a 5,6 millions de followers sur Twitter, autant qu'Hillary Clinton ; 5,2 millions de Facebook Likes, trois fois plus que son concurrent Ted Cruz, et près de 850 000 fans sur Instagram, très loin devant tous ses adversaires…

Faut-il que le camp républicain soit en panne et ses électeurs désorientés pour qu'un tel personnage fasse ainsi la course en tête des sondages pendant des mois ! Ni les jeunes loups du parti, Marco Rubio ou Ted Cruz ne trouvent la parade. Quant aux patriciens comme Jeb Bush ou Chris Christie, ils ont préféré jeter l'éponge. « Le » Donald va peut-être finir par s'effondrer, mais il est probable qu'il ne le devra qu'à lui-même et pas à la pugnacité de ses adversaires. En attendant, comme Barry Goldwater en 1964, il fait sonner l'air de la révolte au sein du Parti républicain.

Face à lui, pour mener la danse chez les démocrates, Hillary Clinton. Une revenante. La battue de 2008. À près de 70 ans, embourbée dans le scandale de sa boîte mail personnelle utilisée pour ses échanges officiels comme secrétaire d'État, elle tente de faire croire qu'elle incarne l'avenir. Pour pallier son manque de popularité, Hillary appelle à la rescousse son mari, Bill. Un homme au charisme fou mais physiquement diminué, usé et pourtant censé donner l'enthousiasme qui fait défaut à la campagne de sa femme…

Pour lui disputer l'investiture démocrate, Bernie Sanders, un sénateur de 74 ans. Et encore a-t-on échappé de justesse à la candidature du vice-président, Joe Biden, 73 ans… Dans n'importe quelle organisation, un pareil constat amènerait à une sérieuse remise en question…

Les Américains, accablés par leur classe politique, désertent. Selon l'institut de sondages Gallup, quatre sur dix se déclarent en ce début 2016 « indépendants », c'est-à-dire non affiliés à l'un des deux partis traditionnels qui gouvernent l'Amérique depuis toujours. C'est un record historique. Donald Trump, qui court pour l'instant sous les couleurs républicaines mais a d'ores et déjà annoncé son intention de faire sécession si le parti le traite mal, est le grand bénéficiaire de cette fracture entre le peuple et ses représentants traditionnels. Il en est le pur produit.

L'Amérique de Donald nous sidère par son simplisme et sa brutalité.

../...

# SYLVAIN CYPEL

JOURNALISTE

Ancien correspondant du *Monde* à New York, il est l'auteur d'*Un nouveau rêve américain : la fin de l'Amérique blanche* (Autrement, 2015), réédité il y a peu au Livre de poche, et vient de publier aux éditions Don Quichotte *Liberty*, qui traite de l'immigration aux États-Unis.


**LE 16 JUIN 2015,** présentant sa candidature à l'investiture républicaine pour l'élection présidentielle, Donald Trump avait axé son discours sur le thème de l'immigration. Les Hispaniques, lançait-il dans le style qu'il affectionne, « apportent les drogues, le crime, ce sont des violeurs ». Bientôt, il allait aussi s'en prendre aux « musulmans ». À l'époque, bien peu lui donnaient la moindre chance d'emporter la désignation du Parti républicain. La question migratoire allait devenir, tout du long, le thème dominant de sa campagne. Et c'est elle, en premier lieu, qui allait lui permettre d'emporter la désignation ; pour en faire l'usage que l'on a vu.

Ce n'est pas la première fois qu'un candidat à la présidence aura instrumentalisé l'immigration dans un sens ouvertement xénophobe. Dès 1856, un ancien président, Millard Fillmore, se représentait avec un programme virulemment hostile à l'immigration. Plus récemment, un ex-conseiller des présidents Richard Nixon et Ronald Reagan nommé Pat Buchanan tenta à deux reprises, en 1992 puis en 1996, d'obtenir l'investiture du Parti républicain sur une ligne politique ouvertement anti-immigrés, avant de se lancer seul dans l'arène en 2000. Chaque fois sans succès, malgré un impact médiatique notoire. Axe de ses campagnes : l'immigration dépouille les ouvriers américains de leurs « bons emplois » et sape la capacité des États-Unis à préserver leur souveraineté. Les deux piliers du discours « trumpien » étaient déjà présents.

Mais l'Amérique a beaucoup changé depuis l'époque de Buchanan. Dans les années 1990, le taux d'immigrés n'atteignait pas 10 % de la population, et, avec la première génération de leurs enfants nés aux États-Unis, ils n'en formaient que 17 %. Vingt-cinq ans plus tard, ces immigrés, dits de première et de deuxième générations, représentent plus d'un Américain sur quatre (26 % exactement). Et leur part croît sans cesse, du fait d'une politique migratoire qui, sur les trente dernières années, a permis à plus de 40 millions d'immigrés de s'installer dans le pays, et d'un taux de natalité des immigrés très supérieur à la moyenne nationale. Beaucoup plus que la France, à grande vitesse. Autant dire que le nouveau locataire de la Maison-Blanche, plus encore que ses prédécesseurs, devra gérer une question qui devient – la campagne électorale l'a montré – de plus en plus centrale dans la société et l'objet de polémiques de plus en plus acerbes.

Principal enjeu : le règlement de la situation des 11,5 millions d'immigrés sans papiers sur le territoire. Car sur les quelque 44 millions de résidents américains nés à l'étranger, moins de la moitié (42 %) sont devenus citoyens. Et plus du quart (26,3 % selon une étude du centre d'études sociodémographiques Pew en 2015) sont sans-papiers ! Le dernier président à avoir régularisé la présence de plus de 3 millions de ces immigrés clandestins se nommait... Ronald Reagan. C'était en 1986 et les « nativistes » républicains, qui constituent aujourd'hui l'essentiel de la mouvance anti-immigrés, se sont empressés de l'oublier.

George W. Bush puis Barack Obama ont tenté de faire adopter une vaste loi migratoire qui aurait offert une régularisation de la situation et une « voie » vers leur naturalisation ultérieure à la plupart de ces sans-papiers qui occupent une place croissante dans les économies d'États comme la Californie, le Texas, New York, le New Jersey, etc. Chaque fois, leurs opposants au Congrès – essentiellement des républicains, rejoints néanmoins par quelques élus démocrates – sont parvenus à les en empêcher. Ce faisant, cette présence massive de sans-papiers est devenue un véritable abcès de fixation, symbole de l'affrontement entre deux fractions ouvertement hostiles de la société américaine, que le nouveau président pourra encore moins ignorer que ses prédécesseurs.

D'une part, l'Amérique des « mâles blancs en colère », ces ressortissants des classes moyennes blanches, ex-grands bénéficiaires des « Trente Glorieuses américaines » (1945-1975), qui vivent avec douleur la perte de leur statut dominant dans des États-Unis désindustrialisés et en voie de mondialisation démographique accélérée. Ces Américains-là font des immigrés les boucs émissaires de leur déchéance. « Lorsque Trump proclamait "Restaurer la grandeur de l'Amérique", ils entendaient "restaurer la grandeur de l'Amérique blanche" », note la sociologue Nancy Foner, auteur de *Strangers No More*. D'autre part, une Amérique nouvelle qui émerge, plus urbaine, plus « bienveillante envers les minorités », et qui, indique le professeur Richard Alba, coauteur du même ouvrage, « considère non seulement que la "diversité" croissante de la population est devenue un phénomène inéluctable que rien ne pourra enrayer, mais aussi qu'elle est bénéfique pour le pays ».

Lors de la convention démocrate, le candidat du parti à la vice-présidence, Tim Kaine, a prononcé la moitié de son discours en espagnol. « Imagine-t-on, en France, un politicien de premier plan s'exprimer en arabe au moment clé d'une campagne électorale ? », s'enquiert M^me^ Foner. « Tout le message des démocrates, ajoute-t-elle, consiste à dire que "l'Amérique valorise ses minorités". De sorte que les immigrés trouvent ici, surtout dans les milieux urbains, une acceptation des "minorités" souvent inconnue en Europe, en particulier en France. »

Cela ne signifie pas que l'insertion sociale des immigrés soit aux États-Unis un jardin de roses. Non seulement la campagne électorale a montré combien la xénophobie monte en puissance, mais les immigrés continuent de fournir le gros des bataillons des victimes d'inégalités – et celles-ci ont tendance à s'accroître. Le phénomène est particulièrement vrai en matière d'accès au logement et au niveau des revenus et de la protection santé, alors que, sur le plan éducatif et sur celui de l'emploi, l'insertion des immigrés apparaît mieux réussie qu'en Europe, selon l'étude d'Alba et Foner. Mais il est évident qu'après deux présidences successives qui ont échoué à apporter une solution pérenne à l'insertion citoyenne des immigrés « illégaux », la question de la régularisation des plus de 11 millions de sans-papiers vivant aux États-Unis pèsera beaucoup plus encore sur la présidence qui s'ouvre. Derrière cette question, c'est celle de la cohésion d'une société en pleine mutation démographique qui est posée. ¶

pg-2 chiffres :
14% d'immigrés aux EU
(26% sont sans-papiers)
Vers 2040, les Blancs
formeront moins de 50%
de la pop.

N° .../...

TR 157 suite Donald TRUMP, héros masculiniste

Depuis le 8 novembre 2016, les militants masculinistes et, plus largement, les *angry white men* ont leur président. La victoire de Trump était une surprise générale, y compris pour lui-même. Les sondeurs avaient prédit des tendances, mais sous-estimé le vote en sa faveur tout en surestimant la participation, induits en erreur sans doute par la forte mobilisation lors du vote anticipé. Ce dernier, qui a recueilli un tiers des bulletins, est en effet beaucoup utilisé par les minorités ethniques. Or l'élection présidentielle de 2016 a fait montre d'une abstention record – près de la moitié des électeurs comme des électrices ne se sont pas déplacés. Trump a fait un million de voix de moins que Romney en 2012 mais surtout Clinton a obtenu six millions de voix de moins qu'Obama quatre ans plus tôt, ce qui constitue un camouflet. C'est avant tout l'abstention qui a fait perdre la candidate, l'électorat démocrate traditionnel ne s'étant pas reconnu en elle.

Il faut par ailleurs croiser le sexe, la « race », la religion et le niveau de diplôme pour comprendre le vote Trump, qui ne peut être réduit à un vote de classe puisque les moins fortunés (quand ils ne se sont pas abstenus) ont majoritairement voté Clinton et que la majorité des électeurs de Trump ne sont pas pauvres. Trump l'emporte chez les Blancs (58 % contre 37 % pour Clinton), chez les Protestants (58 % contre 39), mais plus encore chez les évangélistes (81 % contre 16). Chez les Catholiques, il l'emporte chez les Blancs mais pas chez les Hispaniques. De plus, le niveau d'étude est déterminant dans le vote Trump (45 % des électeurs n'ayant pas fait d'études supérieures ont voté Clinton, 51 % Trump) et le rapport de force s'est considérablement inversé par rapport aux élections précédentes puisque l'écart était de 30 % en faveur d'Obama. Trump a même réalisé un score historique chez les Blancs non-diplômés du supérieur (67 % contre 28 % pour Clinton, soit 39 points d'écart –14 de plus qu'en 2012)[29].

Le niveau d'études est plus déterminant que le niveau de revenus : en dessous de 30 000 dollars par an, le vote démocrate l'emporte de 12 points mais le fossé s'est beaucoup réduit : en 2012, l'écart était de 28 points en faveur d'Obama. Entre 30 000 et 50 000 dollars par an, Clinton l'emporte de 9 points. Dans les classes moyennes et supérieures, Trump et Clinton ont fait jeu égal. C'est à l'électorat masculin blanc peu diplômé que Trump doit sa victoire, décisive, dans les *swing states* de la *Rust Belt*, à quelques dizaines de milliers de voix près. Il ne l'oubliera pas.

En outre, les femmes ont plus voté pour Hillary Clinton (54 %) que pour Donald Trump (42 %) ; inversement, les hommes ont plus voté pour lui que pour elle (54 % contre 42 % également). L'écart entre Trump et Clinton dans le vote masculin, de 12 points, a augmenté par rapport à 2012 (il était alors de 7 points en faveur de Romney). Mais l'écart dans le vote féminin est le même qu'en 2012. Le sexisme de Trump n'a donc pas eu d'effet sur le vote des femmes, qui n'ont pas massivement choisi Clinton et se sont même, pour beaucoup, abstenues. Peut-être les électrices n'ont-elles pas cru, elles non plus, que Trump pouvait l'emporter. En tout cas, les sympathisant(e)s républicain(e)s n'ont pas été choqué(e)s par son sexisme et son racisme assumés. Comme le rappelle Éric Fassin[30] citant la journaliste Salina Jeto qui écrivait, le 23 septembre 2016 dans *The Atlantic* : « la presse le prend à la lettre, mais pas au sérieux ; ses supporters le prennent au sérieux, mais pas à la lettre. »[31]

Suite à la diffusion de la vidéo dans laquelle Trump se vantait d'avoir profité de sa notoriété pour agresser sexuellement des femmes, un sondage avait en effet établi que seuls 12 % des républicains (contre 70 % des démocrates), et 13 % chez les électrices républicaines souhaitaient le voir mettre fin à sa campagne. De plus, pour 10 % des républicains, l'enregistrement les confortait dans leur jugement positif de Trump. « Le sexisme et le racisme de Donald Trump n'ont certes pas mobilisé contre lui les femmes et les Hispaniques ; en revanche, ils ont réussi à mobiliser une version sexiste et raciste de l'identité masculine blanche. En lui conférant une légitimité, le futur président la fait exister politiquement », note Fassin.

Symboliquement, la victoire de Trump sur Clinton (une femme), et après huit ans de présidence Obama (un Noir), annonce une revanche des *angry white men* sur la contestation de la masculinité hégémonique. Trump dit entendre leur déception et prétend les protéger, leur redonner leurs privilèges perdus. Richard Spencer, le leader de l'*alt-right*, s'est réjoui de cette victoire par les mots « Hail Trump, Hail notre peuple, Hail la victoire ! » (« hail » signifiant en anglais « saluer » mais l'allusion à Hitler n'est pas fortuite). L'un des leaders du Ku Klux Klan, David Duke, qui avait ouvertement soutenu Trump pendant sa campagne, a lui aussi salué son élection. « Les mâles alpha sont de retour », se réjouissait, le 8 novembre 2016, Sebastian Gorka, rédacteur en chef de Breitbart News avant de devenir conseiller à la Maison blanche – poste qu'il occupa jusqu'en août 2017. Les « mâles alpha » sont un nom que se donnent certains masculinistes qui font de la drague, ou plutôt d'une certaine forme de drague, leur terrain pour retrouver leur pouvoir « perdu » sur les femmes. Mais Breitbart n'a pas fait la victoire de Trump, de même que Steve Bannon n'est pas l'artisan de son élection – il a rejoint son équipe de campagne dans les derniers mois seulement. Il faut plutôt parler de rencontre entre ce site d'extrême droite, et d'autres du même type, et le nouveau président. Entre eux, ça a « matché ». Trump était le candidat que les sites d'extrême droite attendaient et il savait quelles peurs il pouvait attiser et récupérer à son compte.

Pour les militants masculinistes, vivre dans un pays « *great again* », c'est restaurer une virilité forte, autrement dit un ordre hiérarchique naturel qu'Obama a mis à mal et que Trump est capable de rétablir en mots, en symboles et en pratique. C'est d'abord la nostalgie, le souhait du retour à un âge d'or situé quelque part dans les années 1950 qui sont, lorsqu'on l'interroge, la période de référence de Trump. Il était alors facile d'être un homme blanc, quelle que soit sa classe sociale. C'était une période de grande prospérité économique, de stabilité morale et les États-Unis dominaient le monde ; c'était aussi la ségrégation « raciale » et la tradition, pour les femmes, de rester au foyer. L'homosexualité, ainsi que l'explique la sociologue Barbara Ehrenreich[32], était alors brandie comme une menace à l'encontre des hommes pour qu'ils s'engagent dans leur travail et dans la responsabilité d'un foyer. Les hommes non mariés ou sans emploi, notamment après qu'ils avaient été licenciés, étaient facilement qualifiés d'homosexuels refoulés, c'est-à-dire de faibles, de « honteuses », mais davantage dans le sens de « féminisés » que de déviants sexuels.

S'ajoute aujourd'hui, à cette nostalgie, une culture de la guerre, du combat, du paramilitaire, comme l'illustrent les parades du Ku Klux Klan ou des néo- pour les armes à feu, largement entretenue par le lobby de la National Rifle Association (NRA) et Trump lui-même. L'enjeu est, pour les hommes blancs en colère, de retrouver leur honneur, de prendre leur revanche. Les violences de Charlottesville en Virginie, en août 2017, en sont une des manifestations récentes les plus emblématiques. Un défilé de néo-nazis et du Ku Klux Klan, destiné au départ à protester contre le déboulonnage d'une statue de Robert Lee, un ancien général partisan l'esclavage, a donné lieu à des affrontements avec des militants anti-racistes, et l'une d'entre eux a été tuée par un suprémaciste blanc qui a foncé dans la foule avec sa voiture. Et le président Trump n'a pas condamné explicitement ces violences racistes.

Par la dénonciation d'un système truqué, d'élites corrompues, d'une presse complice, la campagne populiste de Trump promettait de rendre le pouvoir au « vrai peuple », jamais défini explicitement sur un plan sociologique, mais compris implicitement : il s'agit des hommes blancs vivant une insécurité culturelle, genrée et économique. Selon le politiste Dan Cassino qui a publié une enquête dans la *Harvard Business Review* en 2016[33], plus les hommes votant républicain soutenaient Trump, plus ils étaient susceptibles de se croire victimes de discrimination. Ainsi, plus ils se sentaient lésés par l'égalité femmes-hommes, plus ils étaient enclins à s'opposer au congé parental et au fait que l'Obamacare inclut la contraception dans l'assurance-santé obligatoire dans les entreprises, alors même que cela ne pénalise pas les hommes.

Trump s'inscrit par ailleurs dans l'histoire contemporaine du parti républicain, dont fait partie la limitation des droits des femmes (inégalités salariales, discriminations dans le monde professionnel, limitation de l'accès à l'avortement), qui s'est manifestée pendant l'époque Reagan-Bush (père) – décrite par la chercheuse Susan Faludi comme un *backlash*[34] (retour en arrière) - et qui s'est intensifiée avec la présidence de George W. Bush. Le parti, qui s'offusquait des propos sexistes de Trump pendant la campagne, a adopté durant l'été 2016 un programme profondément attentatoire aux droits des femmes avec, entre autres, une interdiction totale de l'avortement, quelles qu'en soient les circonstances. Ce qui change avec Trump, c'est que la masculinité hégémonique se donne explicitement à voir, alors que, généralement, elle ne se questionne pas, voire passe pour être universelle - le féminin étant la marge. Mais comme elle s'estime menacée, elle a besoin de se réaffirmer. Avec Trump, la personnification de cette masculinité est exagérée, théâtralisée, « performée ». C'est une virilité dominatrice sur laquelle il s'est toujours appuyé, dans son propre parcours. L'élection de Trump signifie-t-elle le règne d'une masculinité triomphante ? L'avènement d'un président protecteur des hommes victimes ? Elle ressemble plutôt au baroud d'honneur de la masculinité toxique.

Comme Trump banalise le racisme en refusant de condamner explicitement le suprémacisme blanc et les violences du Ku Klux Klan et des néo-nazis à Charlottesville, il légitime le sexisme en qualifiant de simples « propos de vestiaires » le fait qu'il se soit vanté, selon ses mots « d'attraper des femmes par la chatte » (« grab them by the pussy »). Le but est donc d'afficher un sexisme décomplexé dont on a du mal à croire qu'il résulte d'une simple stratégie de communication : s'il défend, voire surjoue la défense des masculinistes, Trump n'est en pas moins sexiste, il est misogyne. Attirer l'attention sur le physique des femmes est une manière de les déconsidérer, de minimiser leurs compétences. En agissant ainsi, Trump dit à ses électeurs : « ne craignez plus de faire des plaisanteries sexistes, ne vous sentez plus désolés pour les minorités, soyez fiers de votre identité ». Il prétend se mettre au service d'une « majorité » jusqu'ici « silencieuse », qui recherche la sécurité, y compris identitaire. Cette communauté imaginaire se pense solidaire, soudée, autour d'un héros, voire d'un gourou adulé qui leur dit « Make America Great Again », ce qui signifie « Make American White Men Great Again ».

Source :
Marie-Cécile NAVES,
Trump, la revanche de l'homme blanc, Textuel, 2018